Numérisation CERMTRI

N° 480 — jeudi 12 décembre 1957 « PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS » HEBDOMADAIRE : 30 francs.

LA VÉRITÉ

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE (TROTSKYSTE)

SECTION FRANÇAISE DE LA QUATRIÈME INTERNATIONALE

REDACTION ADMINISTRATION :
5, Rue de Charonne, PARIS (XI^e). Tél. : ROQ. 69-52

ABONNEMENTS : 1 an : 1.200 F ; 6 mois : 600 F ; 3 mois : 350 F
Etranger : 1 an : 1.500 F
C.C.P. Société de Presse, Edition et Librairie 6032-01 Paris

doit être assurée de paraître chaque semaine

GAILLARD DECHAINE LA HAUSSE

Le véritable problème

210.000 francs de traitement de base pour les fonctionnaires le 1er janvier 1958 et 220.000 francs le 1er juillet, exige Mollet.

— Pour les 220.000 francs, une promesse suffira, répond Pflimlin. Ils en ont l'habitude ! Sinon, il faut 36 milliards de plus et Duchet ne veut pas d'impôts nouveaux.

— Rien à faire, rétorque Mollet.

La comédie peut durer un certain temps, au sein du gouvernement Gaillard ou du suivant... S'il ne s'agissait que des fonctionnaires et pour autant que les directions syndicales parviennent à paralyser la volonté d'action de la base, ces messieurs parviendraient sans peine à se mettre d'accord. D'ailleurs, c'est 240.000 francs de traitement de base que revendiquent les syndicats, et ces 240.000 francs

(suite page 3)

R. MONGE.

Des esprits mal avertis

M. Pflimlin est ce ministre chrétien, « libéral et autoritaire », auteur de formules aussi définitives que celle-ci :

« Aucune catégorie de la Nation ne peut fonder son bien-être sur la ruine de la monnaie nationale ».

Les chrétiens, comme on le sait, condamnent la lutte de classes. M. Pflimlin va donc demander des sacrifices à toutes les « catégories de la Nation ». Las ! M. Pflimlin est un réaliste : il s'attaque au porte-monnaie de la ménagère et préserve les profits des patrons.

L'hebdomadaire financier du Grand Capital « La Vie Française » porte ce jugement d'ensemble sur la politique Pflimlin - Gaillard - Bourgès :

« Pour leur Noël 1957, les Français se trouveront-ils en présence d'une remise en ordre de leurs prix ? A des esprits mal avertis, cette mise en ordre a pu apparaître comme une « mise en désordre » !

Comment donc : les « esprits mal avertis » peuvent-ils estimer que la hausse vertigineuse des prix représente un désordre ? Mais non.

« C'est une décision salutaire, car elle donne un peu d'oxygène aux entreprises, étouffées par le blocage. La hausse, côté bénéfique, éponge un pouvoir d'achat excédentaire et libère un nombre respectable de milliards affectés jusqu'ici à certaines subventions, mais, côté maléfique, ça entraîne... un palier supplémentaire d'augmentation du SMIG ».

Car enfin, il est intolérable que les « esprits mal avertis », les masses laborieuses, n'acceptent pas de « parcourir de nouvelles étapes vers des prix plus vrais ».

Il est intolérable « qu'en bref, ne soit pas exigés les sacrifices que rend nécessaires une situation dramatique ».

Le programme du grand Capital est clair : « donner de l'oxygène aux entreprises » ; c'est-à-dire accroître les bénéfices, et imposer une baisse du pouvoir d'achat des masses laborieuses.

• • •

Mais, si nous ne nous trompons pas, le gouvernement Gaillard - Pflimlin a été investi par le Parlement. De plus, sauf erreur, les députés bourgeois : Indépendants, M.R.P., Radicaux, y compris Mendès, U.D.S.R., y compris Mitterrand, formant une majorité à l'Assemblée Nationale, en face des députés P.S. et P.C.F. sont tous acquis à l'opération de hausse des prix, baptisée « Vérité » par Pflimlin.

D'autre part, Khrouchtchev - Thorez viennent de réaffirmer qu'il était possible de conquérir le Parlement au socialisme par l'intérieur. On aimerait un dessin.

SOLLICITUDE PATRONALE

TOUS les lecteurs de « LA VERITE », tous les sympathisants de notre Parti, tous les amis et compagnons de travail de Monnier et Renard savent dans quelles conditions ces deux militants trotskystes, ainsi que deux militants de l'U.S.T.A., Bensid et Khadir, furent arrêtés dans la nuit du 1er au 2 novembre 1957.

La version de la presse à sensation, celle qu'on appelle la « grande » presse, ou la presse d'information (sic !) ne résista pas une seconde à la réalité des faits. Pas de terroristes, aucun document sensationnel, point de cimetière, encore moins de poursuite dramatique qui y aurait eu lieu. Un fait banal sur lequel un journaliste fit travailler son imagination débordante, où les gendarme se taillèrent un rôle héroïque... par la grâce d'une plume de stylo.

Les premiers motifs d'inculpation furent abandonnés les uns après les autres. Le plus grave, celui d'atteinte à la sûreté extérieure de l'Etat, ne pouvait être valablement soutenu par un dossier squelettique.

Tout ceci aboutit, après 25 jours de détention à la maison d'arrêt de Compiègne, puis à la prison de Fresnes, à la mise en liberté provisoire des 4 inculpés.

Histoire sans intérêt, qui aurait dû s'arrêter là si la vigilance patronale ne lui avait donné une autre conclusion.

• • •

Aux établissements Bréguet de Paris (XIV^e), comme aux usines Genève d'Ivry, Monnier et Renard étaient connus comme des militants ouvriers luttant pour leurs idées, entraînant les travailleurs dans l'action. Leur présence dans ces entreprises était peu appréciée par les patrons. Des menaces s'étaient déjà fait jour. Les Directions avaient néanmoins toujours reculé devant des sanctions définitives. Mais, leur préoccupation demeurait : se débarasser d'éléments encombrants.

Les arrestations du 1er novembre furent inespérées : une occasion unique qu'il ne fallait pas laisser échapper.

Dans les délais prescrits par la loi, et dans les formes rigoureusement légales, Monnier et Renard reçurent notification de leur licenciement.

Ce que les patrons n'avaient osé tenter, au moment de luttes grévistes, ce qu'ils n'avaient pu faire par crainte des réactions ouvrières, le zèle intempestif des gendarmes de Creil et de Chantilly leur donnait le moyen qu'ils cherchaient vainement depuis des semaines.

On ne s'étonnera pas que la réaction des délégués syndicaux fut molle. On ne s'étonnera pas que les inspections du travail se dérobèrent. Arrêtés injustement, détenus abusivement, Monnier et Renard se trouvaient LEGALEMENT privés de travail.

Bel exemple de justice dans cette IV^e République, où les patrons travaillent en gros et en détails ! Quant aux gendarmes et aux hommes de justice...

F. T.

ALGERIE — Le point de la situation (1)

LA lutte anti-impérialiste du peuple algérien arrive à un point tournant. Il nous semble, en conséquence, nécessaire de faire, dans une série d'articles, le point de la situation pour tenter de définir les perspectives. Avant d'aborder, dans le cadre — malheureusement trop limité — de ce journal, l'analyse des fins, des objectifs que se fixent les formations politiques en présence, des méthodes qu'elles utilisent pour les atteindre, des relations internationales qu'elles ont nouées, en un mot avant de définir la base sociale sur laquelle ces formations s'appuient et qu'elles expriment, il nous apparaît indispensable de caractériser dans quel esprit nous entendons écrire ces articles.

C'est en se plaçant du point de vue des intérêts du peuple algérien opprimé, qui ne sauraient, en aucun cas, être opposés aux véritables intérêts du prolétariat français, que peut être formulée une appréciation valable. Ceci implique, en particulier, que l'analyse doit se baser sur des faits rigoureusement établis, dans la mesure même où, pour leur victoire finale, les masses populaires ont besoin avant tout de vérité. Le mensonge, la falsification, l'information truquée, qui, dans une si large mesure, recouvre les réalités algériennes, sont une nécessité pour les exploiteurs, les appareils des grands organisations ouvrières et les journalistes du type « Observateur » et d'ailleurs, ceci parce qu'ils ne visent, en définitive, qu'à perpétuer la domination impérialiste ; les uns, ouvertement, veulent maintenir le vieil ordre colonial dans ses formes traditionnelles ; les autres, qui font partie de la grande famille du colonialisme « éclairé » — variété « de gauche » d'un colonialisme « libéral », dont l'idéal consiste à forger une « bourgeoisie » musulmane — capable de préserver, avec une police musulmane, des prisons musulmanes, etc..., les intérêts du grand colonat, tirant les ficelles en coulisse.

Le seul malheur pour les uns et les autres, c'est que les problèmes posés en Algérie ne permettent ni le maintien du vieil ordre colonial, ni le camouflage des intérêts politiques et économiques des grands colons, souhaités par les staliniens et les libéraux.

• • •

Il est néanmoins vrai que la Révolution algérienne ne pourra sans doute pas accomplir dans l'étape qui vient l'intégralité des tâches anti-impérialistes que le peuple algérien s'est fixées le 1er novembre 1954.

La responsabilité en incombe en premier lieu aux grandes organisations ouvrières, P.C.F. et P.S., qui, chloroformant le prolétariat français, ont complètement interdit à celui-ci de s'engager dans les nécessaires actions de solidarité. Ce fait a une importance capitale pour juger les problèmes internes de la Révolution algérienne. Tous les développements présents de la situation ne peuvent être compris qu'à partir de cette donnée. L'aide active du peuple français aurait, nul n'en peut douter, modifié considérablement les facteurs politiques de la solution de la guerre d'Algérie sous un angle immédiatement plus positif.

Avant de porter telle ou telle appréciation, les révolutionnaires se doivent de défendre la Révolution algérienne, quelles que soient ses tendances internes. Ainsi, la militante F.L.N. Djemila Bouhireb, le sympathisant F.L.N. Ben Saddok, etc... ont droit à être défendus au même titre que les M.N.A. exécutés, Harfouchi et ses 14 camarades, et le condamné à mort

(suite page 2)

P. LAMBERT.

LES militants du P.C.I. se sont fixés comme tâche première le maintien de la parution hebdomadaire de LA VERITE. Ils ont demandé à tous les lecteurs de leur organe de s'associer, par tous les moyens possibles, à ce combat.

Ce n'est pas que, pour eux, la parution régulière de LA VERITE soit un point d'honneur. Il s'agit d'abord d'une tâche politique, d'une tâche d'une importance extrême. Actuellement, en France, l'avant-garde révolutionnaire organisée est extrêmement faible, à un moment où, pourtant, ses mots d'ordre trouvent un écho plus favorable que jamais auparavant, parce qu'ils correspondent aux préoccupations quotidiennes des travailleurs. Dans cette situation, LA VERITE a joué — et doit continuer à jouer — un rôle considérable pour combler le fossé qui existe entre la faiblesse matérielle et humaine de l'avant-garde et les sympathies qu'elle peut rencontrer, si elle se manifeste.

L'existence d'un organe national, paraissant régulièrement, qui affirmait hautement une politique révolutionnaire, la seule politique réaliste que puisse se proposer le mouvement ouvrier, a été, pendant ces dernières années, un facteur positif certain. Les « pouvoirs publics » qui ont manifesté à LA VERITE une sollicitude toute particulière, saisissant 17 fois le journal, condamnant ses rédacteurs à des peines de prison avec sursis et à de lourdes amendes, l'ont bien compris. Ils ont tout fait pour étouffer la voix authentique

(suite page 2)

DEVENEZ UN DEFENSEUR DE « LA VERITE »

Nom :

Prénom :

Adresse :

s'engage à verser, le 1er de chaque mois, la somme de : 100 - 200 - 500 - 1.000 - 2.000 - 5.000 francs (rayer la mention inutile) pour la défense de « LA VERITE ».

Numérisation CERMTRI

du communisme, la voix des travailleurs.

Et pourtant, en dépit de la répression, LA VERITE a pu, sur la question de la guerre d'Algérie, non seulement accomplir un travail de propagande, mais encore mener une véritable campagne pour la seule solution susceptible de mettre fin au conflit : la réunion d'une Conférence de la Table Ronde, sans exclusives ni préalables pour négocier un cessez-le-feu, des élections libres comme seul moyen pour le peuple algérien de décider souverainement, comme il le demande par sa lutte, de son sort.

Sur d'autres questions encore, celle des manifestations de rues, celle des 10.000 francs pour tous, de la nécessité de généraliser les luttes, LA VERITE a permis que les positions révolutionnaires deviennent de véritables axes de mobilisation, autour desquels se rassemblaient, partout dans le pays, qu'ils fussent organisés politiquement ou non, les militants d'avant-garde. C'est l'existence d'un organe national qui a permis à la propagande révolutionnaire de devenir un facteur politique réel dans le mouvement ouvrier.

De plus, l'existence de LA VERITE n'a-t-elle pas permis, à de nombreux militants isolés, parfois démoralisés, de persévérer, de trouver de nouvelles raisons d'espérer, de lutter ? Ne sont-elles pas un témoignage de la nécessité de ce journal, ces lettres venues de localités où il n'existe pas encore de « groupe » ou « d'organisation » et qui disent en clair que LA VERITE est la promesse que l'organisation révolutionnaire sera construite ?

Ce rôle indispensable de liaison : cet échange d'expériences qui, sans un moyen de coordination national, demeureraient isolées et inconnues, cette affirmation de la permanence d'une organisation révolutionnaire, en même temps que la définition d'un programme de combat pour la classe ouvrière, font de LA VERITE un outil précieux, irremplaçable, pour chaque militant révolutionnaire.

C'est pourquoi, tous ceux qui, indépendamment de leurs divergences avec les trotskystes sur certains points, sont d'accord pour promouvoir une politique révolutionnaire dans le mouvement ouvrier, pour aboutir à une généralisation des luttes sous le contrôle des travailleurs, pour mettre en avant des mots d'ordre unificateurs, comme les 10.000 francs pour tous, c'est pourquoi tous ceux-là considèreront comme leur tâche la défense de LA VERITE.

A LA R.A.T.P. :

L'OPERATION ESCROQUERIE

LES signataires du protocole de septembre 55 ont annoncé, dans un communiqué, que, conformément au protocole, les salaires de la R.A.T.P. seraient réajustés en fonction des réajustements de salaires qui auront lieu à l'E.D.F. et à la S.N.C.F. Selon « L'Humanité », le réajustement des salaires de l'E.D.F. et du Gaz de France équivaudrait à 4,7 % de la masse des salaires payés dans ces corporations.

En même temps que ces augmentations étaient annoncées, de multiples hausses officielles l'étaient aussi : le gaz et l'électricité de 4 à 8 %, les transports par voie ferrée de 15 %, les transports parisiens, le sucre, le chocolat, les pâtes alimentaires de 15 %, etc... Ces hausses s'ajoutent aux précédentes qui, pour ne pas être officielles, n'en sont pas moins réelles.

Au total, ces soi-disant augmentations de salaires aboutissent à une considérable diminution de notre pouvoir d'achat.

• • •

A l'occasion de la fin de l'année, les « protocolaires » se réjouissent et annoncent à tous vents que de substantielles étrennes nous sont réservées par l'application du protocole E.D.F.-S.N.C.F.-R.A.T.P.

Nous ne sommes pas partisans de la politique du tout ou rien, et nous empocherons, comme tout le monde, ce rappel, sans pour autant le considérer comme un cadeau que la Direction nous fait. Nous savons par expérience que celle-ci ne donne quelque chose que contrainte et forcée, mais devant les cris de victoire, nous sommes obligés d'aller au fond des problèmes en vous proposant de le faire ensemble.

Tout d'abord, si nous nous référons aux spécialistes des questions économiques et financières des journaux comme « Le Monde », « La Vie Française », « Les Echos », etc..., nous sommes obligés avec eux (et pour une fois nous serons d'accord) de convenir que la vie a augmenté ces derniers mois de 15 à 20 %, cette diminution du pouvoir d'achat résultant de la dévaluation et d'autres subtiles combinaisons.

Ceci bien compris, que nous amène le protocole ? Aux dernières informations, un rappel du 1er avril donnerait en gros un acompte de 13.000 francs aux manœuvres, allant jusqu'à 20.000 francs pour l'O.H.Q., ce qui ferait une augmentation mensuelle de 1.500 francs pour les uns et 2.200 francs pour les autres. Nous serions d'ailleurs curieux de savoir combien cela fait pour les échelles-lettres... Il nous est dit, en plus, qu'à dater du 1er janvier 1958, nous aurions une augmentation de 4,7 %.

Ces constatations faites, et après avoir calculé que notre pouvoir d'achat aurait dû suivre la hausse que nos économistes distingués ont été obligés d'avouer, le manœuvre devrait toucher au minimum, en comptant seulement 15 % d'augmentation, 6.500 francs, et l'O.H.Q. 8.250 francs par mois (c'était les ouvriers de Champigny qui avaient raison en réclamant depuis le début 57, 8.000 francs par mois et pour tous).

Après cette démonstration, nous sommes obligés d'admettre que les étrennes ne sont pas pour nous mais pour la Direction. D'autre part, n'oublions pas que le protocole a été signé en septembre 55 au moment où les travailleurs de Nantes et de Saint-Nazaire manifestaient tous les jours dans la rue, se battaient contre la police, au moment où le Gouvernement craignait que la grève de la R.A.T.P. n'entraîne dans la lutte l'ensemble des travailleurs de la Région Parisienne, ce qui l'aurait obligé à capituler.

Tout compte fait, il s'agit d'un marché de dupes !

(Extrait de « La Vérité-Métro » n° de décembre 1957)

PARMI NOS LETTRES

Cher camarade,

Tout en étant un jeune militant de la « Nouvelle Gauche », ou du moins du parti qui est en train de s'unifier aujourd'hui, je viens m'abonner à votre journal qui me plaît et que je lis déjà depuis plus d'un an lorsqu'il n'est pas saisi...

C'est précisément parce que vous traversez une période difficile que je vous apporte mon humble soutien. En effet, j'estime que votre journal contribue largement à éveiller chez les ouvriers cet idéal révolutionnaire qui dirige notre action quotidienne, que ce soit au P.C.I. ou à la N.G. Pour tous les vrais socialistes français, la disparition, même momentanée de votre courageux journal serait une dure défaite...

ALGERIE

(suite de la première page)

M.N.A. Belamine Lounès, ou que les militants P.C.A. Audin et Guerroudj ; mais il est évident qu'à partir du moment où, nettement, les prises de position sont établies, et rappelons-le, depuis le 1er novembre 1954, nous n'avons jamais dévié de cette ligne, les révolutionnaires sont en droit de porter un jugement sur les objectifs et les méthodes des organisations en lutte contre l'impérialisme en Algérie. La soi-disant neutralité ne recouvre que la plus hypocrite des interventions directes dans la Révolution Algérienne.

Il est à présent possible d'étudier dans leur fond les problèmes en cause.

N.D.L.R. — Les articles suivants de cette série paraîtront dans nos prochains numéros.

La position du M.N.A. sur la loi-cadre

A la suite du vote par l'Assemblée Nationale française de la loi-cadre portant Statut Organique de l'Algérie, le Bureau politique du Mouvement National Algérien déclare s'opposer à l'application de toute mesure unilatérale méconnaissant l'aspiration du peuple algérien à sa libre disposition.

Il est clair que la loi-cadre, que l'on prétend imposer à la Nation algérienne, ne tend à rien moins qu'à perpétuer la domination colonialiste en balkanisant le pays, en ruinant son unité politique et économique et en laissant la plus grande marge de manœuvre à l'impérialisme pour aggraver la situation de colonisé du peuple algérien.

Le M.N.A. constate qu'en dépit de 3 années de lutte armée du peuple algérien pour sa liberté et malgré la volonté de l'opinion publique en France et dans le monde de mettre fin à la domination coloniale sous toutes ses formes, le Gouvernement français s'entête à vouloir imposer un statut aux Algériens sans les consulter. Il prend note, en outre, de ce que la plupart des parlementaires français — ceux qui ont voté comme ceux qui n'ont pas voté la loi-cadre — savent qu'elle ne constitue pas une solution pour le problème algérien.

Le M.N.A. engage le peuple algérien à être vigilant et à déjouer toute manœuvre politique tendant à lui faire terminer sa révolution en « queue de poisson ». Il est néanmoins prêt à prendre en considération toute initiative allant sincèrement vers le rapprochement des deux parties pour une solution réaliste.

Le M.N.A., toujours fidèle aux principes de démocratie et de respect de la volonté populaire, réaffirme que la seule solution susceptible de ramener la paix en Algérie et de satisfaire les aspirations du peuple algérien, est l'ouverture d'une CONFERENCE DE LA TABLE RONDE en vue de cesser le feu et d'organiser les élections à une Constituante algérienne souveraine qui dégagerait les représentants du peuple qualifiés pour négocier les futurs liens entre les 2 Etats algérien et français.

Le peuple algérien dénie à quiconque le droit de décider pour lui de son avenir et entend élaborer souverainement ses institutions. Le M.N.A., qui en est l'émanation directe et authentique, fait appel à toutes les formations politiques algériennes et françaises pour faire échec aux tenants du colonialisme en prenant des positions démocratiques, seules en mesure de détruire l'alibi de la loi-cadre.

Les intérêts supérieurs et la sauvegarde de l'amitié de nos deux pays exigent qu'une solution pacifique, démocratique et juste, soit rapidement trouvée pour ramener la paix en Algérie et ouvrir la voie à une coopération loyale dans les domaines économiques et autres.

Le 2 décembre 1957.

LE MOUVEMENT NATIONAL ALGERIEN

(Communiqué).

Souscription contre la répression

« LA VERITE » du 28 novembre a pu vous annoncer la mise en liberté provisoire de nos camarades Renard, Bensid, Khadir et Monnier

La Commission de Solidarité du P.C.I. remercie tous ceux qui ont montré leur solidarité avec des camarades tombés sous la répression. La liberté provisoire pour ces camarades doit se terminer par un non-lieu de l'inculpation d'atteinte à la sûreté de l'Etat.

Il faut continuer la lutte pour obtenir la libération du jeune métallurgiste Henri Geneste, emprisonné depuis le mois de mai à la maison d'arrêt de Loos (Nord).

Notre tâche continue et nous sommes certains que les militants, les lecteurs de « LA VERITE », continueront à nous aider.

Rappelons que tous les versements pour la solidarité doivent être faits au C.C.P.

Mme Annie RENARD
15, rue Liancourt - Paris (14e)
—— C.C.P. Paris 11642-15 ——

DEUXIEME LISTE :

Madeleine K..., 1.000 - 3 amis des N.M.P.P., 600 - A une réunion des métallos, 3.400 - Paul, 5.000 - Van Bever (Paris), 1.000.

Recueilli dans l'Hérault :

Vallière, 1.000 - Peyrotte, 1.000 - Andrée Ginot, 2.000 - Faucher, 3.000 - Conejéro, 1.000 - Lafuma, 200.

Total : 8.200.

A. Gleichert (Loire), 2.000 - René B... (Cheminots Paris), 3.000.

Liste n° 296 :

Léon, 2.500 - Sophie, 2.500 - Nam Hai, 500 - Sommarmon, 100 - René, 500 - Charles, 1.000 - Vo

(Suite page 3.)

Peter FRYER

La situation dans l

AU moment de conclure cette série d'articles sur la situation dans la gauche anglaise (1), un fait m'apparaît comme émergeant de toute la confusion des démissions, des déclarations, des exclusions et des polémiques.

C'est qu'il y a, à l'heure actuelle, de riches possibilités pour éduquer et édifier un mouvement marxiste fort et influent en Angleterre. Diverses causes y contribuent : les communistes sont désillusionnés avec le stalinisme ; les bevanistes, avec Bevan ; les syndicats sentent la nécessité d'une direction militante et s'appuyant sur des principes fermes, aussi bien sur le terrain politique qu'économique, pour battre en brèche l'offensive des conservateurs. Du Parti Communiste, du Labour Party et des entreprises surgissent des éléments d'avant-garde, précurseurs d'une nouvelle direction marxiste. La tâche est d'amalgamer ces cadres précieux, de fondre ces divers courants en un seul mouvement, d'assimiler, d'harmoniser ces diverses expériences, d'élever le niveau idéologique de ces travailleurs qui veulent être des communistes.

L'alternative marxiste au stalinisme en Angleterre a encore, me semble-t-il, un pied dans le passé, même si l'autre est prêt à faire un énorme pas en avant. L'exmilitant du P.C. est repoussé et désorienté par la multiplicité des groupes, dont chacun prétend être plus « rrrévolutionnaire » que ses concurrents, chacun s'époumonne à crier sa littérature à l'entrée des meetings publics, chacun porte le drapeau du « véritable » marxisme. Sa première réaction est de demander pourquoi diable ces groupes ne sont pas unis. Puis, quand il commence à être mieux informé, il se rend compte qu'une solution purement organisationnelle, là où un problème politique fondamental se pose, n'avancerait pas beaucoup la cause du marxisme.

Le fait est que certains de ces groupes ne sont, en réalité, rien de plus que les vestiges d'un stade de l'histoire du mouvement trotskyste anglais, un stade, de toute évidence définitivement clos. Aucun ex-membre du P.C., qui partage la responsabilité morale de la persécution et des calomnies passées contre les trotskytes (même s'il n'y a joué aucun rôle direct) n'est en droit de montrer sarcastiquement du doigt ces groupes, ni d'ironiser sur leur sectarisme, leur dogmatisme, leur refus d'apprendre leur insistance pour que chaque mot de leurs revues soit passé au crible jusqu'à ce qu'il soit doctrinalement pur. C'est le stalinisme qui a fait de ces groupes ce qu'ils sont, depuis la 3e période du Komintern.

Mais, il y a trotskystes et « trotskystes » avec des guillemets... Le marxiste qui est à la recherche d'un mouvement s'en aperçoit bientôt. Et il rencontre le mouvement trotskyste authentique, avec toute l'ardeur d'un homme assoiffé qui trouve un courant d'eau claire. Voici des marxistes chez qui les traditions sont restées vivantes, sans devenir un dogme ; qui n'utilisent pas le fait que Trotsky a eu si souvent raison pour excuser une nouvelle « théorie du grand homme » ; qui avant tout sont aussi avides d'apprendre de leurs nouveaux adhérents que désireux et capables de leur enseigner quelque chose ; dont la manière d'aborder les gens s'améliore donc sans cesse, car elle tient compte des préjugés, des réflexes conditionnés et des malentendus inévitables chez des hommes qui, pendant des années, ont cru à des mensonges.

Prenez, par exemple, les numéros de l'an dernier de « Labour Review » (2) : vous y verrez comment le nou-

Numérisation CERMTRI

Un roi à New-York

PERSUADE au fond de moi-même que ma déception première n'était qu'un manque d'adhésion, je suis allé revoir le dernier Chaplin... C'est un très grand film, mais... Il y a des « mais »...

L'art de Chaplin s'est à ce point dépouillé, affiné, qu'il déroute. Nous avons perdu le sens de l'efficacité de l'image. Et tout autant, nous avons perdu le sens de la parole. Mais peut-être, à monter trop haut, Chaplin n'établit-il plus le même contact avec son public !

De toutes façons, il y a, au départ, une terrible équivoque : Charlot. Et c'est toujours en fonction de Charlot qu'on examine « le dernier Chaplin ». M'est avis pourtant qu'aucun film de Charles Chaplin n'est allé aussi loin dans l'engagement et la lucidité sociale et idéologique.

On a beaucoup discuté sur la soi-disant ambiguité introduite par le personnage du petit Rupert, en qui certains ont voulu voir le porte-parole de Chaplin, et d'autres, la critique par Chaplin du marxisme. C'est à la fois les deux et ni l'un ni l'autre.

Le personnage de l'enfant est indissociable de sa famille. S'il récite du marxisme comme Minou Drouet le ferait, c'est que, chez lui, le marxisme était de rigueur : il était le fond même des conversations familiales. Rupert, ce pourrait être un stakhanoviste du matérialisme dialectique, comme doivent en produire bon nombre d'Universités soviétiques. Mais, la condamnation du marxisme que pourrait laisser supposer l'enfant est rattrapée par les quelques images que nous avons du père, écrasant ses juges de tout le poids de sa dignité de révolutionnaire conscient. Chaplin est pour ce communiste et contre les juges.

Il reste que le personnage de Rupert est mal doublé, ce qui provoque un décrochage du spectateur-auditeur. Il reste que l'enfant n'est pas émouvant comme put l'être Coogan dans « Le Kid ». Il reste enfin que cette astuce était peut-être le meilleur moyen pour faire passer certaines vérités. Ce journaliste ne s'est pas trompé, qui s'écriait : « Sortez de derrière cet enfant, Mister Chaplin : on vous a reconnu... »

Cette partie du terrain étant déblayée, il se confirme, de par la construction même du film, que Chaplin est loin de mépriser la dialectique.

« Un Roi à New-York » est construit en deux parties absolument interdépendantes. La première est la satire (extérieure) de la vie mécanisée, du monde moderne qui finit par perdre le sens de l'homme en ne le respectant plus dans ses aspirations les plus simples. « Il m'a semblé — Chaplin dixit — que l'Amérique d'aujourd'hui permettait une certaine forme d'humour » Et il compare son film aux « Temps Modernes »... La deuxième partie — qui a besoin de la première — est au-delà. Le comique sur le cinéma, sur le rythme de vie, sur le bruit, cachait la sérénité qui apparaît maintenant. A force de perdre le sens du respect de l'homme, on bafoue l'esprit humain. Le monde mécanisé, tentaculaire, le monde des robots et de la cybernétique étouffe l'Esprit si on n'y prend garde. Et c'est la Commission des Activités anti-américaines, et c'est l'enfant mouchard... Le plus bas-étage dans l'abjection : la délation.

Pour bien montrer que les deux visages sont liés, je rappellerai simplement les préparatifs du Tribunal. Un juge se poudre devant les caméras de T.V. C'est dire que, pour Chaplin, les pires monstruosités ont un début dans la simple critique. A l'humour de la première partie répond l'humeur de la seconde.

Et puis, comme il faut bien refermer la boucle, alors même que, lentement, Chaplin nous achemine vers un « coup de gueule », un réquisitoire grandiloquent avec effets de manchettes, trémolos dans la voix et tout l'appareil théâtral de la justice ; alors même que nous redoutons le pire, c'est Charlot qui arrive, la grosse face saine et thérapeutique qui balaie tout du jet purificateur de la lance des pompiers.

Charlot au secours de Chaplin ! Ne serait-ce pas là la clef de l'art suprême, où l'homme finit par être exprimé dans sa totalité ?

EMMO.

U. S. A. MORTON SOBELL restera-t-il à Alcatraz ?

DEPUIS 8 ans, le jeune savant américain Morton Sobell est enfermé dans la sinistre prison d'Alcatraz. Il est traité avec la plus grande rigueur : il ne peut écrire qu'une lettre tous les mois et ne peut recevoir que deux visites par an ! Condamné comme « espion » et comme complice des Rosenberg, Morton Sobell vient de voir se briser l'espoir qu'il avait de sortir de cet enfer : le 12 novembre, la Cour Suprême des Etats-Unis a refusé de réviser son procès.

Depuis deux ans, la Cour Suprême des Etats-Unis a pris une série de décisions allant dans le sens du respect des droits démocratiques bafoués à l'époque du mac-carthysme. Plusieurs dirigeants communistes, arrêtés au titre de la loi Smith, ont été remis en liberté. L'utilisation des rapports des agents du F.B.I. (police d'Etat) en Justice a été limitée. Le pouvoir des tristement célèbres « Commissions d'Enquête du Congrès » d'emprisonner à leur gré, pour « outrage au Congrès », les citoyens qui refusaient de se conduire en délateurs, a été pratiquement détruit.

Mais, tout comme en Russie la libéralisation entreprise sous la direction de Khrouchtchev a été maintenue dans les étroites limites compatibles avec les intérêts de la caste dirigeante, les mesures de libéralisation prises par la Cour Suprême n'ont été qu'extrêmement partielles et superficielles. Si certains abus du mac-carthysme ont disparu, l'appareil législatif, politique et policier de la « chasse aux sorcières » demeure en place. De plus, les quelques mesures progressives qui ont été prises ne touchent que les citoyens américains, les travailleurs immigrés demeurent à la merci du « Service de l'Emigration et de la Naturalisation » dont les pouvoirs arbitraires d'arrestation et de déportation n'ont nullement été réduits.

Le refus de la Cour Suprême d'entreprendre la révision du procès de Morton Sobell permet de se rendre compte à quel point les gains du peuple américain dans la lutte pour le rétablissement de ses droits démocratiques ont été minces. Car Sobell, bien qu'il soit traité comme un détenu de droit commun, a été jugé et condamné pour des raisons politiques. Il est le prisonnier politique n° 1 des Etats-Unis.

Les juges de la Cour Suprême n'ont pas eu à donner de raisons pour leur décision et cette heureuse circonstance a dû leur épargner bien des embarras. Car, de toute évidence, en se plaçant sur le terrain du respect des lois américaines, le procès Rosenberg-Sobell doit être révisé à la lumière des faits nouveaux apparus depuis l'exécution des Rosenberg. Les avocats de Sobell affirment en effet que des faux-témoins ont été utilisés dans le procès Rosenberg pour « prouver » que Sobell avait tenté de s'enfuir au Mexique et que, d'autre part, Sobell a été kidnappé au Mexique par des agents du F.B.I., en violation des accords d'extradition existant entre le Mexique et les Etats-Unis. Si l'une ou l'autre de ces affirmations est correcte, la condamnation de Sobell devrait alors être considérée comme illégale.

C'était un devoir pour la Cour Suprême des Etats-Unis, sur la base de tels faits, que d'ordonner une révision du procès Rosenberg-Sobell, sur lequel jusqu'à présent elle n'avait pas eu à se prononcer.

Le refus de la Cour Suprême s'explique pour des raisons politiques parfaitement claires. Le procès Rosenberg a été la clé de voûte de la « chasse aux sorcières ». La condamnation et l'exécution des Rosenberg comme « espions soviétiques » responsables d'avoir volé le « secret » de la bombe atomique (et même, ajoute-t-on maintenant, celui des satellites artificiels !) fut un élément majeur du développement d'une atmosphère d'hystérie anti-russe nécessaire pour justifier des mesures de répression à l'intérieur et des aventures militaires à l'extérieur. Si, dans l'atmosphère moins hystérique d'aujourd'hui, l'ensemble de l'affaire Rosenberg-Sobell était objectivement réexaminée, elle apparaîtrait au peuple américain comme une misérable machination. C'est cela qu'il faut éviter, et c'est pourquoi un jeune savant, coupable seulement d'avoir eu des sympathies communistes, doit demeurer dans un des bagnes des plus inhumains du monde !

D'ailleurs, pour être sûr qu'une révision ne serait pas entreprise, au moment où la Cour Suprême étudiait la requête de Sobell, le F.B.I. et le Ministère de la Justice publièrent, par le truchement d'un grand magazine, une « étude » spéciale du cas Sobell. Cette brutale intervention du pouvoir politique s'explique par les doutes qui existent maintenant et se développent sans cesse au sujet de la culpabilité des Rosenberg et de Sobell. Mais le refus du Gouvernement américain de calmer ces doutes par les voies normales de la justice est déjà un aveu de sa propre culpabilité !

Shane MAGE

Le véritable problème

(suite de la première page)

sont très loin de correspondre aux besoins réels des travailleurs de la Fonction Publique... Mais il s'agit d'autre chose.

Lorsque les travailleurs, du secteur privé comme du secteur public, agissant sur leur propre initiative, débordant leurs directions, débraieront tous ensemble ; lorsqu'ils manifesteront par centaines de mille devant les état-majors de la vie chère et de la misère : le Palais-Bourbon, l'Hôtel Matignon, ces messieurs se mettront bien vite d'accord, et non plus pour lâcher des aumônes, mais des augmentations substantielles.

En attendant, le problème qui est au premier plan, c'est la « solution politique » à intervenir pour mettre fin à la guerre d'Algérie. Car, malgré le répit que lui laissent les travailleurs — répit dont elle redoute d'ailleurs qu'il ne se termine à tout moment par des explosions d'autant plus volcaniques qu'elles seront spontanées — la bourgeoisie française, dont la situation économique et financière devient chaque jour plus intenable et qui est soumise, malgré le « nouveau sursis » que l'O.N.U. va lui accorder, à une pression croissante de la part de ses alliés, ne peut envisager la prolongation de la « sale guerre » sans conséquences catastrophiques pour elle. Tous les politiciens parlementaires sont conscients de cette réalité. Aucun ne veut prendre — ou, en tous cas, prendre seul — la responsabilité d'entreprendre le règlement, c'est-à-dire, sous n'importe quelle forme, des négociations avec les organisations algériennes.

Mais chacun veut, le jour où le règlement se fera, y prendre part. Et chacun aimerait en éliminer tel ou tel autre, à seule fin de rejeter sur lui la responsabilité de 3 ans et x mois de guerre qu'ils ont gérés en commun...

La bourgeoisie ne pouvait se passer de Mollet (appuyé par Duclos) pour voter les pouvoirs spéciaux et enfoncer le pays dans la guerre infâme. Sans leur caution, l'indignation des travailleurs, notamment lors des manifestations de rappelés, aurait trouvé une expression massive. Mais MM. Gaillard, Pfimlin, Faure, Pinay et Cie se passeraient fort bien d'associer Mollet au règlement inévitable. De là à rejeter sur le seul Mollet, flanqué de Lacoste, Lejeune et Cie, la responsabilité des 3 ans et x mois de guerre, le pas serait vite franchi... Mollet, on le comprend, a un point de vue différent ! D'où sa « farouche » défense des intérêts des fonctionnaires...

Ces jeux ne sont possibles que parce que les travailleurs restent passifs. Qu'ils rompent les digues élevées contre leur volonté d'action par les centrales syndicales de toute obédience, et les vrais problèmes surgiront aussitôt. Les 10.000 fr. par mois d'augmentation égale pour tous seront vite imposés, la paix en Algérie, une paix qui garantisse le droit du peuple algérien à disposer de lui-même, sera tôt conclue.

a gauche Anglaise (conclusion)

veau mouvement marxiste anglais fleurit sur un sol fertilisé essentiellement par les analyses et les idées trotskytes. Quatre des cinq rédacteurs de ces 6 premiers numéros ou bien sont des membres du P.C. (qui écrivent sous des pseudonymes), ou bien étaient dans le parti encore tout récemment. Aux réunions du Comité de rédaction, auxquelles j'ai participé depuis mars dernier, je n'ai rencontré que deux personnes qui étaient trotskystes avant 1955. Les anciens et les nouveaux font équipe dans « Labour Review », leur tâche commune étant l'application créatrice et l'enrichissement conséquent du marxisme.

Et cette combinaison est si solide que « Labour Review », sans l'ombre d'une hésitation, a pu ouvrir ses colonnes à une attaque contre le trotskysme, longue, détaillée et fortement charpentée à laquelle un membre du comité de rédaction (lui-même un membre du P.C.) répondait dans le même numéro. Cette sorte de discussion fondamentale est inconnue dans le Parti Communiste qui a étouffé les faibles bourgeons de discussion qui avaient poussé, pendant une courte période, il y a un an environ.

« **Nous n'avons pas peur de la discussion,** m'a dit, il y a quelque temps, un dirigeant trotskyste anglais. **Nous sommes sûrs d'avoir les réponses correctes et les meilleurs arguments. Cela ne veut pas dire que nous connaissions toutes les réponses ! Nous apprenons sans cesse, dans le processus de construction du mouvement** ».

Et, au cours de ce processus, l'étiquette de trotskysme cesse d'être un objet d'effroi. Beaucoup de gens pensent que, en même temps que l'analyse trotskyste sera reconnue comme la seule analyse marxiste valide, le mot « trotskyste » tombera en désuétude (exactement comme l'on ne dit que rarement « léniniste » et jamais « engelsiste »).

Quoi qu'il en advienne, la bonne volonté que mettent les trotskystes à participer à des débats sérieux, et à apprendre, a fait une forte impression. Je n'ai pas de succès spectaculaires à relater. Mais, c'est un fait que les marxistes, dont l'activité s'exerce dans le Labour Party, constituent la seule organisation dont le travail, devant la crise du Parti Communiste, a été sérieux et consistant, et la seule organisation qui a gagné de nouveaux membres venant du P.C. La plupart de ces nouveaux membres sont des militants ouvriers, souvent avec un splendide passé de militant. Leur contribution au nouveau mouvement marxiste en Angleterre n'est pas moins valable que celle du petit nombre d'historiens, d'économistes, de journalistes, etc..., regroupés autour de « Labour Review ».

J'ai parlé de « nouveau mouvement » sans aucune intention de dénigrer le passé. Les camarades qui ont tenu fermement sur les principes pendant que nous autres étions fourvoyés par le stalinisme, ont jeté des fondations solides. Ce sont eux qui nous ont tendu une main secourable il y a un an. Cette main contenait des livres. Maintenant, eux et nous, nous entreprenons de bâtir ensemble, solidement, sur ces fondations, pour qu'il puisse y avoir plus de mains secourables, plus de livres, plus de revues, plus d'activité, et la croissance, la consolidation d'une direction révolutionnaire.

(1) Voir « LA VERITE » à partir du n° 474.

(2) « Labour Review », paraissant tous les deux mois, est en vente à la S.P.E.L. Le n° : 200 francs.

SOUSCRIPTION

(Suite de la page 2)

Danh, 100 - Tu Tam, 500 - Romy, 600 - Bernard, 500 - Jean, 300 - Denise, 500 - Manoice, 500 - Andrée, 500.

Total : 10.600.

Total de cette liste 34.800

Total de la 1re liste 130.500

Total général 165.300

BULLETIN d'abonnement

NOM :

PRENOM :

ADRESSE :

souscrit un abonnement de : 1 an - 6 mois - 3 mois (1) et verse :

1.200 fr. - 600 fr. - 350 fr. (1) au C.C.P. S.P.E.L. 6032-01 Paris

(1) Rayer la mention inutile.

Numérisation CERMTRI

Une nouvelle enquête de « LA VERITE »

Les mots d'ordre et les méthodes des luttes ouvrières

NOTRE journal commence, cette semaine, son enquête dans tous les milieux ouvriers pour savoir comment les travailleurs envisagent les solutions à apporter à tous les problèmes qui les assaillent : conditions de vie, de travail et préparation des luttes. Nous ouvrons nos colonnes à tous nos lecteurs pour qu'ils puissent y relater leurs expériences et les leçons qu'ils en ont tirées. Nous publierons dans les semaines qui vont suivre, leurs réponses à toutes les questions qui se rattachent à leurs problèmes quotidiens.

● Nous avons, ces dernières années, défendu dans notre journal la nécessité d'un mouvement d'ensemble et des manifestations de masse, tout cela sous le contrôle des travailleurs, comme seul moyen efficace pour permettre de lutter victorieusement contre l'exploitation patronale et la politique gouvernementale.

● En septembre dernier, à Saint-Nazaire, Mainoé, dirigeant de Force Ouvrière, lançait un appel à tous les métallos de France pour la grève générale. Pourquoi les syndicats n'ont-ils pas informé les travailleurs de cet appel pour les mobiliser ?

● Barberis, bonze de la C.G.T., a empêché les travailleurs des Services Publics, le 19 novembre, d'aller manifester au Palais-Bourbon. Pourquoi a-t-il prétendu que ceux qui voulaient y aller étaient des provocateurs ?

● Y a-t-il d'autres moyens de faire céder le patronat et la bourgeoisie ? Le Parlement, état-major de la vie chère, est-il intouchable ? Est-ce par les voies parlementaires que les travailleurs arriveront à améliorer leur sort et à solutionner le problème du pouvoir ?

● Le 25 octobre, Bothereau, secrétaire confédéral de Force Ouvrière, s'est opposé à la grève générale. Que pensent les travailleurs d'une telle position ? Quel jeu jouent les dirigeants syndicaux et politiques des grandes organisations ouvrières ?

● Nous défendons depuis toujours dans « LA VERITE » l'augmentation égale pour tous pour unir les travailleurs dans leurs luttes. Y a-t-il d'autres revendications susceptibles de les unir et de les mobiliser ? Le S.M.I.G. à 146 francs de l'heure de la C.G.T. peut-il le permettre ?

● Dans la plupart des corporations, les travailleurs s'opposent aux revendications hiérarchisées. Pourquoi les syndicats signent-ils à chaque fois en Commission Paritaire ou en Commission de Conciliation des accords de salaires comportant généralement des augmentations minimes et toujours hiérarchisées ?

● A chaque accord de salaires qu'elle signe avec les autres syndicats, la C.G.T. proclame la victoire de l'unité d'action. Les travailleurs sont-ils pour cette unité d'action au sommet, dans laquelle ils ne sont jamais consultés ?

● Les employés du Service des Douanes d'Orly ont fait grève 24 heures le 29 novembre pour une augmentation égale de 10.000 francs pour tous. Cette revendication peut-elle être celle de tous les travailleurs ?

● Devant la hausse effrénée des prix, les salaires n'arrivent pas à suivre. Par quels moyens les travailleurs peuvent-ils contrôler les prix ? Le contrôle ouvrier sur la production est-il possible ? Dans ce sens, l'expérience des Comités d'Entreprise s'est révélé une faillite. Pourquoi ? Etait-il possible de faire des Comités d'Entreprise autre chose que des organismes de collaboration des classes ?

● La méfiance des travailleurs envers les appareils syndicaux est un des facteurs qui les font hésiter à s'engager dans la grève générale. Quelle valeur ont les luttes partielles et catégorielles dans cette situation ? Comment les travailleurs comptent-ils faire pour préparer un mouvement d'ensemble ? Pensent-ils que les Comités de lutte peuvent permettre de les faire avancer dans cette voie ? Peuvent-ils prendre contact avec les autres usines, où les mêmes problèmes se posent ? Par quels moyens ?

● S'est-il produit des faits, dans telle ou telle corporation, qui montrent que les travailleurs cherchent à agir par leurs propres moyens, pour déborder les appareils syndicaux et politiques ?

● Forestier (F.E.N.), Pastre (C.G.T.) et Lapeyre (F.O.) ont lancé il y a plusieurs mois, un appel pour la réunification syndicale. Qu'en pensent les travailleurs ? Les dirigeants de la C.G.T. s'opposent au droit de tendance dans les syndicats. Pourquoi ? Est-ce là une méthode qui puisse favoriser cette réunification ?

● Le manque de démocratie et l'orientation des syndicats opposée aux intérêts des travailleurs ont provoqué une désaffection envers l'organisation syndicale. Nombreux sont les délégués qui, dans les usines, se font houspiller par les ouvriers. Un nombre assez élevé d'abstentions se fait jour aux élections dans beaucoup d'entreprises. Est-il juste de tourner le dos aux syndicats ? Faut-il y militer ? Les inorganisés sont-ils l'écrasante majorité parmi les travailleurs ? Quelle est la place des jeunes dans la lutte de classes en France ?

A toutes ces questions — et il y en a bien d'autres ! — que peuvent se poser les travailleurs, « LA VERITE », dans ses prochains numéros, publiera les réponses reçues, quelles qu'elles soient. Nos lecteurs et nos militants ont la parole...

FONCTIONNAIRES :

IMPASSE FORCEE OU LUTTE GENERALE ?

L'ETAT Patron a dû lâcher quelque chose aux gars de l'E.D.F., parce que ceux-ci, ayant marqué leur combativité par une grève unanime et décidée, il ne fallait pas que cette grève se renouvelle et se rejoigne avec les mouvements dont les politiques gouvernementale et syndicale soignent particulièrement l'isolement. Syndicats et Gouvernements furent donc assez rapidement d'accord, comme ils furent également discrets.

La première raison de ces méthodes de discrétion dans les discussions et dans la publicité des accords, c'est l'égale volonté des Syndicats et des gouvernants de ne pas mettre à mal le régime. La seconde est justifiée par le caractère scandaleux des accords conclus.

Jugez vous-mêmes du caractère inavouable, de but en blanc, d'un tel accord.

Si le salaire de base est bien passé de 18.300 francs à 22.000 francs mensuels (soit 3.700 francs de mieux à la base), cela ne donne pas une augmentation de 3.000 francs à tous. Seulement 80 à 40 % de ces 3.000 francs hiérarchisés sont donnés immédiatement. Selon la position dans son échelle, un cadre pourra avoir 80 % et un lampiste 40 % ! Hiérarchisée par-dessus le marché, cette augmentation apporte par exemple, théoriquement, 2.000 francs au lampiste (à l'échelle 1, échelon 10) et 26.000 francs au cadre supérieur (à l'échelon 1 de l'échelle 20) !

Nous disons augmentation **théorique**, car de ces chiffres sont déduites un certain nombre de primes qui sont incluses, par cet accord, dans le salaire ! Plus encore, ces augmentations seront échelonnées à partir du 1er janvier. Avec la monnaie fondante, on paie à terme ! Augmentation selon la catégorie : il y a autant de valeurs différentes d'augmentation que d'échelons, soit, pour 10 échelons et 20 échelles, 2200 **variétés d'augmentations** ! (Certains ne toucheront, en réalité, que 1 % de mieux !) Ce qui est l'essentiel pour le Gouvernement, c'est que la brume qui enveloppe cette opération mette le plus longtemps à se dissiper ; pour cela, il peut compter sur la discrétion des syndicats.

N'est-ce pas, **Marcel Paul** (président de la Fédé C.G.T.) qui parle, dans la « V. O. » du 4-12, de cet accord comme d'un « beau succès » !...

Pour restreindre encore l'effet que pourrait avoir sur le secteur voisin de la Fonction Publique, cette augmentation, **M. Gaspard**, patron de l'E.D.F., tout comme les syndicats, fait valoir que cette augmentation s'applique à 48 heures hebdo de travail ! Ainsi, les fonctionnaires, qui font 45 heures, devront sans doute se montrer satisfaits avec moins pour rester dans l'ordre d'exploitation admis par les syndicats ! Il va sans dire que les bureaucrates syndicaux de la Fonction Publique ont très bien saisi la leçon puisque si, à terme, l'E.D.F. a atteint la petite cote de 286.000 francs annuels, ils ne réclament, eux, que 240.000 francs ! Qui dit mieux dans la descente des taux des salaires vers les abîmes ?

Abîmes où les possibilités de la Trésorerie de l'Etat bourgeois veut les précipiter pour tenter le renflouage de son économie, concurremment avec la poursuite de sa politique impérialiste et coloniale. Faut-il que la peur bleue de porter atteinte au régime, la peur bleue de voir se développer une lutte générale des travailleurs, soit dominante au cœur de toutes les bureaucraties syndicales pour conduire à un tel comportement d'abandon et de complaisance ! Que les Socialistes à la Mollet fassent quelques grimaces (pour les 54 milliards de Pflimlin aux fonctionnaires) cela ne rapportera à la Fonction Publique qu'une cinquantaine de milliards, au mieux. C'est donc déjà cinquante milliards que, dans cette hypothèse, les syndicats de Fonctionnaires laisseraient à l'Etat.

Comme E.D.F. et Fonction Publique serviront de précédents, ce sont tous les **agents** du Secteur public et para-public qui seront engagés dans cette « impasse ». Les Syndicats et Fédérations qui refusent les conjonctions nécessaires entre toutes les actions, imposent ces résultats scandaleux à leurs adhérents. Pour en sortir ? Tous ensemble, les **agents** de l'Etat devront poser leurs **revendications**, c'est-à-dire les 10.000 francs égaux pour tous, et les **imposer** par l'organisation et le **contrôle** directs de l'action.

R. ARTAUD.

Dans la banque :

Salaires et Commissions Paritaires

LA question des salaires est à l'ordre du jour une nouvelle fois dans la banque. Après deux Commissions Paritaires les banquiers ont accepté d'accorder une légère augmentation des salaires, mais en se livrant à un véritable chantage.

4 % d'augmentation, mais modification de la classification des salaires définie par la convention Collective par l'incorporation de la constante (partie fixe du salaire d'environ 6.500 francs) dans les différents coefficients.

En cas de refus des syndicats de signer ce nouvel accord, les banquiers n'accorderaient qu'une augmentation de 3 %, mais en maintenant intégralement la constante. Survenant dans une période de calme, ces propositions patronales peuvent paraître surprenantes. Mais les banquiers n'ont pas oublié le magnifique mouvement de juillet dernier, lancé à la base par les employés eux-mêmes, et où il a fallu toute la couardise des directions syndicales pour les empêcher de vaincre. Les banquiers pensent prévenir l'action des employés et les endormir avec quelques aumônes. De plus, ils espéraient ainsi rendre caduc le programme commun aux trois syndicats qui demandaient : le point à 160 francs au lieu de 154 ; la constante portée à 12.000 francs et les 40 heures.

L'opposition du syndicat employés C.F.T.C., les hésitations de F.O., ont contraint la C.G.T., qui était pour la signature, à repousser les propositions patronales. C'est la première fois que les syndicats dans la Banque refusent de signer un accord de salaires. En signant cet accord, les syndicats, pour une différence de 1 % d'augmentation, auraient abandonné leur programme qui, pour une fois, concède quelque chose aux aspirations de la base, et réclame une augmentation égale pour tous de près de 6.000 francs (constante à 12.000 francs). La peur des réactions du personnel des Banques a imposé aux syndicats un certain respect de la volonté de la base.

Toutes les possibilités, pour les employés de banque, de se mobiliser, restent ouvertes après le refus de la signature des 4 %, et malgré l'écœurement apporté par la trahison des dirigeants fédéraux en juillet dernier.

Pour éviter le retour de ces faits, les employés doivent, non seulement suivre de très près l'action de ces dirigeants, mais surtout constituer leur comités de lutte pour engager l'action et la contrôler.

Quelques jours avant que les syndicats repoussent l'accord patronal, quelques militants de la C.G.T. du Comptoir National d'Escompte de Paris convoquaient l'ancien comité de grève élu pendant la grève de juillet. Une cinquantaine de camarades de tous les syndicats et inorganisés répondirent à cet appel, décidèrent de faire un travail dans le personnel pour le mobiliser et préparer l'action, et prirent le nom de Comité d'Action Revendicative.

Ceci peut être une premier pas vers la préparation du mouvement d'ensemble dans la Banque et les manifestations de masse, seules capables de faire reculer les banquiers.

L. F.

Offensive patronale chez Berliet

12.000 travailleurs lock-outés chez Berliet, à Vénissieux : telle est la réponse de la Direction de cette entreprise aux travailleurs luttant pour leurs revendications (1).

Le prétexte d'un tel coup de force est l'action que les ouvriers engagèrent, pénétrant dans les bureaux de la Direction, interpellant les travailleurs de deux chaînes de fonderie qui continuaient le travail. Le patron fit appel à un huissier, celui-ci fut malmené. La Direction répondit par un lock-out de 9.500 ouvriers et 2.500 mensuels.

Nous disons bien « prétexte » car, dans le même temps, à Saint-Etienne, dans une usine d'estampage, la Direction décidait d'augmenter la production de près de 50 % (de 280, celle-ci devait passer à 400) sans aucune augmentation de salaires correspondante. Les travailleurs refusèrent : le patron répondit par le licenciement TOTAL de toute l'entreprise.

Après le jugement du Tribunal Correctionnel de Nantes, dont nous avons parlé la semaine dernière, l'offensive patronale dans la métallurgie se précise. Les patrons entendent profiter d'une situation politique qui leur semble éminemment favorable. Soutenus par un Gouvernement qui leur est tout acquis, nullement gênés par les organisations syndicales dont l'inaction et les palabres servent leur dessein, les patrons poussent des pointes dans l'offensive anti-ouvrière.

Dans le même temps, les syndicats des Usines Renault demandent quelque temps de réflexion pour proroger les accords Renault de 1955. Juste ce qu'il faut pour trouver les arguments destinés à se justifier aux yeux des travailleurs...

Mais le patronat reste inquiet, craignant un retour de manivelle !

F. F.

(1) On cherche en vain, dans « L'Humanité » du 7-12, l'article qu'imposait le lock-out de chez Berliet. Huit lignes d'information, en petits caractères...

Dans l'Hérault

DANS LES P.T.T.

Mon facteur me disait l'autre jour :

« Il y a longtemps que Montpellier est devenue une ville de plus de 100.000 habitants. Mais, les statistiques ne veulent pas reconnaître ce fait. Il faudrait au moins 10 tournées de plus ».

• • •

Motion votée lors d'une assemblée générale de la Fédération Autonome des P.T.T., la semaine dernière, à l'unanimité :

« Après avoir constaté l'augmentation croissante du coût de la vie...

« Demande une augmentation de 5.000 francs égale pour tous... »

LIBEREZ KHEMISTI

Depuis le 12 novembre, nous ne pouvons pas savoir où se trouve Khemisti, secrétaire général de l'UGEMA, arrêté en vertu des pouvoirs spériaux.

Son avocat n'a pas pu, jusqu'à présent, communiquer avec lui, ni savoir où il est.

Avec le C.O.S.E.L., l'U.I.E. et l'U.N.E.F., nous exigeons : LA MISE EN LIBERTE DE KHEMISTI ET QUE, DANS L'IMMEDIAT, SA SECURITE SOIT GARANTIE.

IMPRIMERIE DAVY
58, r. de la Procession - Paris-XV'

LA GREVE GENERALE DES BANQUES DE JUILLET 1957

(Numéro spécial de « L'Unité Syndicale »)

Une brochure, franco de port : 80 francs.

Par 10 : 60 francs.

Par 100 : 50 francs.

Paiement au C.C.P. S.P.E.L. 6032-01 Paris

Le gérant : P. LAMBERT